

"Le Portugal prend les commandes de l'Europe" dans Le Soir (10 janvier 2000)

Légende: Le 10 janvier 2000, le quotidien belge Le Soir commente l'agenda de la présidence portugaise du Conseil de l'Union européenne pour le premier semestre 2000 et présente le Premier ministre portugais António Guterres en Européen convaincu et déterminé.

Source: Le Soir. 10.01.2000. Bruxelles.

Copyright: (c) Rossel & Cie SA - LE SOIR, Bruxelles, 2004

Le présent article est reproduit avec l'autorisation l'Editeur, tous droits réservés. Toute utilisation ultérieure doit faire l'objet d'une autorisation spécifique de la société de gestion Copiepresse info@copiepresse.be

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"le_portugal_prend_les_commandes_de_l_europe"_dans_le_soir_10_janvier_2000-fr-5bd5f985-cb4b-42f2-9edf-bfc3a2ab3365.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Le Portugal prend les commandes de l'Europe

Cap au sud. Depuis le 1er janvier, le Portugal préside l'Union. A la barre, pour six mois, un capitaine prometteur : Antonio Guterres.

LISBONNE

De notre envoyé spécial

C'est la deuxième fois de leur histoire qu'ils prennent leur quart et c'est la deuxième fois qu'ils héritent d'une présidence de transition. Les Portugais ne sont pas gâtés par le calendrier. En 1992, ils étaient entrés en scène après la conclusion du traité de Maastricht. Cette fois, ils prennent le relais un mois après que les grandes décisions de principe ont été prises, à Helsinki, en décembre. Les Quinze s'y sont engagés sur trois fronts : ouvrir les négociations d'élargissement à six pays supplémentaires, convoquer une nouvelle conférence intergouvernementale (CIG) pour négocier une réforme des institutions, mettre sur pied les organes provisoires – y compris militaires – d'une politique de sécurité commune. Passée la proclamation en grande pompe de ces engagements, c'est au Portugal qu'incombe la tâche ingrate et anonyme de les mettre en œuvre. Les lauriers, si lauriers il y a, seront plutôt cueillis par la présidence suivante, la France (1).

Un homme déterminé

Nous sommes modestes, concède d'emblée Antonio Guterres, le Premier ministre portugais, en s'adressant à un groupe de journalistes européens. *Nous n'avons pas une vision mégalomane de nos capacités*. Tout sourire, pétillant d'intelligence, cet homme encore neuf et très respecté dans les cercles européens n'est cependant pas défaitiste. Il semble inspiré par une réelle conviction européenne même s'il n'en fait pas étalage. Il souhaite un renforcement politique de l'Europe mais, pour avoir déjà négocié le traité d'Amsterdam, n'ignore pas les obstacles qui l'attendent.

Le premier tour de négociation des réformes institutionnelles aura lieu le 14 février entre ministres des Affaires étrangères. L'exercice se répétera au long de l'année jusqu'à la conclusion probable d'un nouveau traité, au sommet de Nice, en décembre.

En mars, les premiers organes provisoires de la politique de sécurité commune devraient être mis en place. Au même moment, les négociations d'élargissement avec les cinq premiers pays de l'Est et Chypre vont s'attaquer aux sujets les plus délicats, comme l'agriculture et les aides régionales, et il faudra ouvrir les débats préliminaires avec six autres candidats. Le Portugal, qui doit s'attendre à une réduction de ses subventions européennes au profit des futurs adhérents, se montre beau joueur : *C'est l'intégration européenne qui a consolidé la démocratie portugaise. Cette opportunité, dont nous avons bénéficié, nous devons à notre tour l'offrir aux nouvelles démocraties européennes*, affirme Guterres.

Emploi : un sommet risqué

Comme si ce travail ardu ne suffisait pas, le Portugal a accepté d'organiser, les 23 et 24 mars, un sommet spécial sur l'emploi. Après le premier exercice du genre, tenu à Luxembourg en 1997, on mesure mieux le risque de décevoir les opinions publiques par des recommandations sans doute utiles mais pas immédiatement palpables en termes de réduction du chômage.

Les autorités portugaises sont en train de mettre au point un document de travail, au contenu encore confidentiel. Mais, comme le suggère l'intitulé du sommet de mars – *Emploi, réformes économiques et cohésion sociale, Pour une Europe de l'innovation et de la connaissance* –, il s'agira d'une tentative de concrétisation de la troisième voie chère aux gouvernements socialistes qui dominent actuellement l'Union.

Ce sommet ne sera pas l'alpha et l'oméga d'une politique européenne de l'emploi, tempère Guterres. A ses yeux, il s'agira d'une étape dans un travail de coordination lancé depuis deux ans et qui demandera encore une dizaine d'années. Mais certaines mesures concrètes pourraient être prises dès mars, par exemple pour connecter davantage les systèmes éducatifs européens à la société de l'information et pour pousser les

citoyens ordinaires vers Internet, vers le courrier électronique, bref vers l'économie du futur.

Le Portugal entend aussi tourner l'Europe vers le sud, en tentant d'organiser un premier sommet euro-africain. Mais la question du Sahara occidental et de la participation éventuelle du Maroc à ce sommet divise l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et compromet l'initiative.

ANDRÉ RICHE

Les docteurs au chevet de l'Union

Sur une hauteur de Lisbonne, le couvent de l'église Saint-Vincent abrite, entre autres curiosités, une immense collection d'« azulejos ». Tous les soubassements des cloîtres sont tapissés de ces multiples carreaux de faïence bleue. Trente-huit panneaux représentent notamment des fables de La Fontaine, dont « Les Médecins » qui inspirèrent si souvent Jacques Delors lorsqu'il décrivait l'immobilisme politique de la construction européenne.

La parabole reste valable au moment où l'Europe doit négocier de nouvelles réformes. Deux types de médecins se penchent à son chevet, inquiets de la paralysie qui la guette. Le docteur Tant-pis trouve qu'il est trop tard, que les Quinze sont déjà trop nombreux. Le docteur Tant-mieux pense au contraire que l'Europe peut encaisser les prochains élargissements à condition de se réformer.

Chez La Fontaine, le malade meurt et chacun des médecins se satisfait d'avoir eu raison : le pessimiste, parce qu'il avait bien dit qu'il n'y avait plus rien à faire; l'optimiste, parce que le défunt est mort, selon lui, pour avoir refusé son remède.

Quel docteur sera le Portugal, appelé à lancer et arbitrer la négociation ? Trois réformes sont reconnues indispensables : la réduction du nombre de commissaires européens, le rééquilibrage du poids relatif des grands et des petits pays dans les procédures de décision, et le recours plus fréquent aux décisions majoritaires. Ce sont les trois questions que le sommet d'Amsterdam n'avait pu régler en 1997. Le futur traité devrait aussi intégrer les nouvelles dispositions institutionnelles nécessaires pour faire fonctionner la politique de sécurité commune. Mais reparlera-t-on ou non des « coopérations renforcées » ? La question agite beaucoup la diplomatie européenne. Le traité d'Amsterdam prévoit bien ce type de coopérations, c'est-à-dire la possibilité pour certains pays d'aller de l'avant dans certains domaines – c'est le cas pour l'euro. Mais les conditions d'application sont beaucoup trop restrictives.

Un débat philosophique ?

Deux sons de cloche très différents se font entendre à Lisbonne. Pour Francisco Seixas da Costa, secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, tout développement ultérieur de l'intégration européenne en dépend : *Le futur de l'Union européenne passe par des intégrations différenciées*, proclame-t-il.

Le ministre des Affaires étrangères, Jaime Gama, est plus sceptique. Pour lui, *on ne négociera que les trois points laissés en suspens à Amsterdam*. Et les coopérations renforcées ? A quoi bon s'encombrer d'un tel débat *philosophique*, estime-t-il, puisqu'il n'y a pas encore eu une seule tentative d'appliquer les dispositions prévues.

Le Premier ministre Guterres ne s'inquiète pas de ces dissensions. *Il n'y a pas de logique du dogme chez nous*, dit-il. *C'est vrai que la position du Portugal a évolué sur cette question*, reconnaît-il. *Autrefois, nous étions plutôt contre les coopérations renforcées. Mais nous allons vers une Europe de plus en plus hétérogène où elles seront nécessaires. Et il vaut mieux que ces coopérations s'intègrent d'emblée dans les traités et la structure institutionnelle de l'Union plutôt qu'en dehors, comme ce fut le cas avec les accords de Schengen*, dit-il.

Ni docteur Tant-pis, ni docteur Tant-mieux: *Je ne suis ni pessimiste, ni optimiste, mais déterminé*, conclut-il,

à la façon de Jean Monnet. *La négociation de réforme réussira si tous les Etats membres sont toujours d'accord de construire l'Europe. Mais s'ils cherchent simplement à renforcer leur rôle relatif, si c'est simplement une bagarre entre les grands et les petits Etats membres, cela ne marchera jamais.*

A.R.

(1) Les présidences suivantes seront assumées par la France, au second semestre 2000, puis par la Suède et la Belgique en 2001.